

LES DEVIANTS COUVERTES* 4 heures du matin

Communiqué officiel N° 396 DU 19 MARS (soir)

Journée calme sur l'ensemble du front. A l'ouest de la Sarre, une reconnaissance allemande est tombée dans une embuscade et a subi des pertes sensibles.

LES PERTES NAVALES pendant la dernière semaine

Londres, 19 mars. L'Amirauté annonce que pendant la semaine se terminant dimanche dernier à minuit, neuf navires britanniques alliés et neutres ont été perdus du fait de l'action ennemie, soit au total : 23.992 tonnes. Trois navires étaient britanniques, deux français, quatre neutres. Aucun n'était convoyé. Le tonnage total est très inférieur à la moyenne hebdomadaire des pertes pour les vingt-huit premières semaines de guerre. La plupart des pertes ont été occasionnées par des mines d'un modèle « illegal ». Quatre navires seulement ont été coulés par des sous-marins depuis le 24 février et l'Amirauté précise que ceux de ces sous-marins qui peuvent avoir échappé à la destruction se sont probablement retirés pour se reposer et guérir leurs nerfs fortement éprouvés. A la date du mercredi 13 mars, vingt-huit navires ont été perdus en convoi, sur un total de 12.816, appartenant aux marines marchandes britannique, allié et neutre. Les navires perdus étaient des convois britanniques. Deux navires neutres seulement furent coulés sur 1.614 tonnes. Le ministre de la Marine française annonça récemment que plus

de deux mille navires furent également coulés par les marines militaires alliées, avec des pertes dans la proportion d'environ un sur cinq cents. Le navire allemand « Hannover », 5.537 tonnes, capturé par un navire de guerre britannique dans la mer des Antilles, fut amené à Kingston (Jamaïque) le 13 mars, en dépit de la tentative faite par son équipage pour y mettre le feu. La « Coruna », 7.414 tonnes, interceptée par un navire de guerre britannique, le 13 mars, fut sabordée par son équipage, cependant que l'« Eschersheim », 3.303 tonnes, faisait naufrage le 13 mars, sur les côtes du Jutland. Des déclarations faussées et fausses, ajoute notamment l'Amirauté, relatives à des pertes britanniques en mer, sont constamment faites par l'ennemi, souvent afin d'obtenir des informations. Une déclaration contenant la liste complète de tous les navires marchands britanniques, alliés et neutres perdus, du fait de l'action ennemie, est publiée chaque semaine par l'Amirauté, et cette déclaration est la réponse britannique à toutes prétentions allemandes de cette nature. La politique de l'Amirauté est également de publier la perte de navires de guerre aussitôt que les parents des victimes ont été informés.

Après l'entrevue du Brenner Que faut-il penser de l'offensive de paix ?

Londres, 19 mars. Dans les milieux officiels de Londres, on déclare cet après-midi que l'on ignore tout d'un plan de paix en onze points dont il a été question dans certaines informations rapportées par divers journaux de ce matin. On déclare que dans l'état actuel des informations reçues à Londres, il apparaît qu'aucun plan de ce genre, ni à été ni préparé, ni soumis.

Ce que dit la presse anglaise

Londres, 19 mars. En l'absence de tout document officiel, il est évident qu'Hitler se propose de soumettre aux alliés, par l'intermédiaire de certains Etats neutres un plan de paix qui satisfasse les revendications du Reich, la presse anglaise se borne ce matin à des conjectures sur le résultat des conversations du Brenner. Il semble cependant clair, d'après les nouvelles de toutes sources, qu'un projet de paix ait bien été élaboré, mais quels en sont les termes ? S'ils ne se conforment pas à ceux qui sont jugés acceptables par les gouvernements alliés et qu'ils ont fait connaître à maintes reprises, ils seront rejetés mais non sans un examen préalable. Toutefois, sur la loi des indications rapportées par leurs correspondants à l'étranger ou par leurs rédacteurs diplomatiques, ils se demandent si l'entretien des deux chefs d'Etat italien et allemand a réellement tenu pour but de soumettre un plan de paix ou de décider une politique commune visant à attirer dans l'orbite italo-allemand ou italo-germano-soviétique tous les Etats du centre de l'Europe, tous les Etats balkaniques et même la Turquie. Si tel a été le but véritable des conversations du Brenner, les journaux estiment qu'une offensive combinée de l'axe Rome-Berlin dans cette région n'a que de faibles chances de succès. Enfin, reste une troisième hypothèse : l'offensive dans l'Ouest, si l'Allemagne la déclençait, les alliés de l'axe de la presse, sauraient y parer.

Un démenti du Vatican

Cité du Vatican, 19 mars. Les autorités vaticanes démentent catégoriquement l'information publiée à l'étranger qui attribue au Saint-Siège et à M. Sumner Welles un plan de paix basé sur certains points fondamentaux. Pour ce qui concerne le Saint-Siège, affirmant les autorités vaticanes, cette information est dénuée de fondement.

MORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Paris, 18 mars. M. Emile Faure, président du Conseil municipal de Paris, est décédé vers 22 h. 30, des suites d'une longue maladie.

Le prochain contingent sera appelé les 15, 16 et 17 avril

Paris, 19 mars. Le ministère de la Défense nationale et de la Guerre communique. Le prochain contingent sera appelé sous les drapeaux les 15, 16 et 17 avril 1940. Un certain nombre d'hommes de la métropole seront incorporés en Afrique du Nord. A cet effet, le ministre de la Défense nationale et de la Guerre, au tirage au sort de la date initiale terminant l'ordre d'envoi en Afrique du Nord des hommes, s'est agité. La date est le 17. Il résulte de ce tirage que, quelle que soit l'année de leur naissance, les hommes désignés pour partir seront appelés, à compter du 17 septembre, puis le même jour de chacun des mois d'août, juillet, juin, etc., en remontant jusqu'au mois d'octobre inclus.

RESPIRER par le NEZ c'est la SANTÉ NASO VALDA

Le Comité Secret (Suite de la première page) Selon les renseignements recueillis autour de la Casambre, la suspension de la séance n'a duré que quelques minutes, et après le premier interpellateur, Fernand Laurent, M. Léon Blum a pris la parole. A 20 heures, la séance de la Chambre en comité secret continuait. D'après certaines indications recueillies à ce moment, M. Edouard Daladier était à la tribune, répondant à MM. Fernand Laurent, Léon Blum et Tixier-Vignancour.

LE COMITÉ SECRET

Le correspondant du Times à Budapest note que certains observateurs interprètent la visite du comité Welles à Rome comme étant en rapport moins avec une tentative de paix qu'avec une offensive militaire. Le Daily Mail écrit : « Toutes propositions soumises, avec le concours de M. Mussolini, le président Roosevelt ou le Pape seront attentivement examinées. Mais un plan qui ne correspondrait pas aux buts de guerre des alliés serait rejeté. »

L'INTERÊT DU PAYS

Pour maintenir et accroître la valeur de notre armement, l'intérêt exige de tous les Français qu'ils souscrivent aux Bons d'Armement. Ajoutons que les souscripteurs y trouvent d'ailleurs leur intérêt.

M. Roosevelt devra garder la chambre

Washington, 18 mars. M. Roosevelt, souffrant d'un fort rhume, devra garder la chambre deux ou trois jours.

M. CHAMBERLAIN fait aux Communistes un large exposé de la position des Alliés à l'égard de la Finlande

Un corps expéditionnaire de 100.000 hommes était prêt à partir dès le 1er mars

Londres, 19 mars. Après avoir annoncé que le « Jour du Budget » (budget Day), est fixé au 23 avril, le premier ministre, qui a été salué par les vives acclamations de toute l'assemblée, a entamé son exposé général. A propos de la Finlande, il a déclaré que rien ne s'était produit de nature à modifier la première impression qu'une grande majorité de députés s'accroît de l'examen des conditions de paix ne put que confirmer l'opinion qu'elles ne pouvaient être acceptées que sous une contrainte absolue. Il est inutile de prétendre qu'elles ne pouvaient pas gravement l'indépendance et l'intégrité de ce pays; il est, au contraire, en vérité, pour tous ceux qui aiment la liberté de penser que la défense prolongée et héroïque des Finlandais, n'ait pu finalement être faite par l'ennemi, souvenant afin d'obtenir des informations. Une déclaration contenant la liste complète de tous les navires marchands britanniques, alliés et neutres perdus, du fait de l'action ennemie, est publiée chaque semaine par l'Amirauté, et cette déclaration est la réponse britannique à toutes prétentions allemandes de cette nature. La politique de l'Amirauté est également de publier la perte de navires de guerre aussitôt que les parents des victimes ont été informés.

propre risqué, à satisfaire les besoins de la Finlande dans toute la mesure possible. Toutefois, il ne faut pas se laisser aller à l'illusion que le matériel nécessaire pour l'expédition puisse être obtenu par la Finlande elle-même. Les préparatifs de cette expédition furent poursuivis avec toute la rapidité possible et, au début de mars, un corps expéditionnaire de cent mille hommes — Anglais et Français — était prêt à partir, c'est-à-dire deux mois avant le début de la guerre en Suède. Les préparatifs de l'expédition furent poursuivis avec toute la rapidité possible et, au début de mars, un corps expéditionnaire de cent mille hommes — Anglais et Français — était prêt à partir, c'est-à-dire deux mois avant le début de la guerre en Suède. Les préparatifs de l'expédition furent poursuivis avec toute la rapidité possible et, au début de mars, un corps expéditionnaire de cent mille hommes — Anglais et Français — était prêt à partir, c'est-à-dire deux mois avant le début de la guerre en Suède.

« Ni la Grande-Bretagne, ni la France n'ont rien à se reprocher »

L'expédition était la plus importante qui ait été envisagée, en tenant compte des difficultés de transport en Scandinavie. Je dis sans hésitation que ni la Grande-Bretagne ni la France n'ont rien à se reprocher dans leur action, tout au long de cette affaire. (Acclam.)

L'assentiment des pays scandinaves

Toutefois, dans l'élaboration des plans d'expédition, deux facteurs primordiaux devaient être pris en considération. Pour l'un, aucune expédition efficace ne pouvait partir de la Finlande, sauf en passant par la Norvège et la Suède. Par conséquent, avant son envoi, il était nécessaire d'obtenir l'assentiment des deux gouvernements. Il n'y avait pas besoin de beaucoup d'imagination pour concevoir ce qu'était l'attitude de l'Allemagne.

« Les Alliés n'ont pas manqué à leurs obligations »

C'est seulement les menaces allemandes, terrifiant les pays scandinaves, qui les amenèrent à ne pas donner l'aide qui aurait pu être donnée à la Finlande. Toute suggestion, selon laquelle les Alliés ont manqué à leurs obligations, ne peut être maintenue, fut-ce un instant, et moins que tous autres des individus de ce pays éloignés du théâtre de la guerre, doivent formuler de telles suggestions. M. Chamberlain a l'intention de traiter de l'assistance à la Finlande à deux égards : assistance en matériel et assistance en hommes. En ce qui concerne le matériel, il rappelle que l'Angleterre est en guerre. Nous avons tenu tous nos engagements envers la Finlande en matière de défense et d'attaque, aussi nécessairement toute notre stratégie a été dirigée vers notre principal objectif. Toutes les demandes d'aide de matériel de guerre, venant par conséquent être mises dans la balance, en regard de notre propre besoin. Ceci s'applique à la Finlande autant qu'à l'importance quel pays nous aurions pu que fut notre désir de donner à la Finlande tout ce que nous pouvions. Ceci n'était pas, nécessairement, l'unique corps qui aurait été envoyé. Les questions de détail nous ont été traitées à la lumière de l'évolution de la lutte. Nous informâmes les Finlandais de ces plans, au cours de la seconde moitié de février, et nous suggérâmes qu'ils adressent un appel public à l'aide pas plus tard qu'au 5 mars. Après quoi, nous nous proposâmes de leur fournir un aide officiel aux gouvernements de Suède et de Norvège, leur demandant de permettre le passage de l'expédition. (Acclamations.)

La responsabilité de la Suède

Nous espérons qu'à la suite de l'appel de la Finlande, les deux gouvernements intéressés ne se mettraient pas sur notre voie. Les Finlandais présentent de façon non officielle, mais le gouvernement suédois n'a pu autoriser le passage de forces armées régulières. Ce fut là, pour nous, une nouvelle très décevante. Mais, nous n'arrêtons pas nos préparatifs, en vue de l'envoi d'un corps expéditionnaire. Nous espérons que la Norvège et la Suède pourraient changer d'idée, faire face aux conséquences, et nous permettre de donner à la Finlande l'aide que nous nous étions préparés à lui donner. La première chose nécessaire était un appel du gouvernement finlandais. Nous n'aurions pu imposer notre aide aux Finlandais s'ils avaient préféré ne pas en recevoir. Au début de mars, ils nous demandèrent de leur permettre d'ajourner leur décision.

Les demandes de secours en « hommes »

Nous n'hésitâmes pas, reprend M. Chamberlain, même à nos propres risques, à satisfaire les besoins de la Finlande dans toute la mesure possible. Toutefois, il ne faut pas se laisser aller à l'illusion que le matériel nécessaire pour l'expédition puisse être obtenu par la Finlande elle-même.

VOYAGE EN SUÈDE

compte du facteur transports, et avec l'utilisation maximum des ports et lignes de chemins de fer disponibles. Nous ajoutâmes que nous étions prêts à accroître le contingent original, dans toute la mesure et avec toute la rapidité possible, à la lumière de l'expérience et de l'évolution de la situation militaire. Finalement, la date fixée par les Finlandais pour leur décision passa sans aucune décision prise. Le jour suivant, nous apprîmes que les conditions de paix avaient été acceptées.

Les Finlandais ont décidé

Ce n'est pas à nous qu'il appartient de critiquer les Finlandais, mais nous sommes convaincus que la lutte doit être poursuivie de toute critique. (Acclam.) Je tiens à préciser de façon absolue que nous n'avons jamais reconnu tout au long leur droit de prendre leur propre décision, à la lumière des faits, tels qu'ils nous étaient connus. Nous étions tenus d'accepter cette décision, que nous en ayons préféré une autre ou non. L'expédition n'a été retardée que par les Finlandais. Bien que nous n'ayons pas reçu d'appel de la Finlande, et ayons reçu des refus répétés, nous n'aurions pu envoyer un corps expéditionnaire sans l'autorisation de la Suède, d'autoriser le passage, nous poursuivions néanmoins nos préparatifs. Même au dernier moment, nous aurions pu envoyer un corps expéditionnaire commun britannique et français, qui aurait pu arriver longtemps avant la date fixée par la demande de la Suède, si la Suède avait permis le passage.

« Ni la Grande-Bretagne, ni la France n'ont rien à se reprocher »

L'expédition était la plus importante qui ait été envisagée, en tenant compte des difficultés de transport en Scandinavie. Je dis sans hésitation que ni la Grande-Bretagne ni la France n'ont rien à se reprocher dans leur action, tout au long de cette affaire. (Acclam.)

L'assentiment des pays scandinaves

Toutefois, dans l'élaboration des plans d'expédition, deux facteurs primordiaux devaient être pris en considération. Pour l'un, aucune expédition efficace ne pouvait partir de la Finlande, sauf en passant par la Norvège et la Suède. Par conséquent, avant son envoi, il était nécessaire d'obtenir l'assentiment des deux gouvernements. Il n'y avait pas besoin de beaucoup d'imagination pour concevoir ce qu'était l'attitude de l'Allemagne.

« Les Alliés n'ont pas manqué à leurs obligations »

C'est seulement les menaces allemandes, terrifiant les pays scandinaves, qui les amenèrent à ne pas donner l'aide qui aurait pu être donnée à la Finlande. Toute suggestion, selon laquelle les Alliés ont manqué à leurs obligations, ne peut être maintenue, fut-ce un instant, et moins que tous autres des individus de ce pays éloignés du théâtre de la guerre, doivent formuler de telles suggestions. M. Chamberlain a l'intention de traiter de l'assistance à la Finlande à deux égards : assistance en matériel et assistance en hommes. En ce qui concerne le matériel, il rappelle que l'Angleterre est en guerre. Nous avons tenu tous nos engagements envers la Finlande en matière de défense et d'attaque, aussi nécessairement toute notre stratégie a été dirigée vers notre principal objectif. Toutes les demandes d'aide de matériel de guerre, venant par conséquent être mises dans la balance, en regard de notre propre besoin. Ceci s'applique à la Finlande autant qu'à l'importance quel pays nous aurions pu que fut notre désir de donner à la Finlande tout ce que nous pouvions. Ceci n'était pas, nécessairement, l'unique corps qui aurait été envoyé. Les questions de détail nous ont été traitées à la lumière de l'évolution de la lutte. Nous informâmes les Finlandais de ces plans, au cours de la seconde moitié de février, et nous suggérâmes qu'ils adressent un appel public à l'aide pas plus tard qu'au 5 mars. Après quoi, nous nous proposâmes de leur fournir un aide officiel aux gouvernements de Suède et de Norvège, leur demandant de permettre le passage de l'expédition. (Acclamations.)

La responsabilité de la Suède

Nous espérons qu'à la suite de l'appel de la Finlande, les deux gouvernements intéressés ne se mettraient pas sur notre voie. Les Finlandais présentent de façon non officielle, mais le gouvernement suédois n'a pu autoriser le passage de forces armées régulières. Ce fut là, pour nous, une nouvelle très décevante. Mais, nous n'arrêtons pas nos préparatifs, en vue de l'envoi d'un corps expéditionnaire. Nous espérons que la Norvège et la Suède pourraient changer d'idée, faire face aux conséquences, et nous permettre de donner à la Finlande l'aide que nous nous étions préparés à lui donner. La première chose nécessaire était un appel du gouvernement finlandais. Nous n'aurions pu imposer notre aide aux Finlandais s'ils avaient préféré ne pas en recevoir. Au début de mars, ils nous demandèrent de leur permettre d'ajourner leur décision.

Les demandes de secours en « hommes »

Nous n'hésitâmes pas, reprend M. Chamberlain, même à nos propres risques, à satisfaire les besoins de la Finlande dans toute la mesure possible. Toutefois, il ne faut pas se laisser aller à l'illusion que le matériel nécessaire pour l'expédition puisse être obtenu par la Finlande elle-même.

VOYAGE EN SUÈDE

compte du facteur transports, et avec l'utilisation maximum des ports et lignes de chemins de fer disponibles. Nous ajoutâmes que nous étions prêts à accroître le contingent original, dans toute la mesure et avec toute la rapidité possible, à la lumière de l'expérience et de l'évolution de la situation militaire. Finalement, la date fixée par les Finlandais pour leur décision passa sans aucune décision prise. Le jour suivant, nous apprîmes que les conditions de paix avaient été acceptées.

Les Finlandais ont décidé

Ce n'est pas à nous qu'il appartient de critiquer les Finlandais, mais nous sommes convaincus que la lutte doit être poursuivie de toute critique. (Acclam.) Je tiens à préciser de façon absolue que nous n'avons jamais reconnu tout au long leur droit de prendre leur propre décision, à la lumière des faits, tels qu'ils nous étaient connus. Nous étions tenus d'accepter cette décision, que nous en ayons préféré une autre ou non. L'expédition n'a été retardée que par les Finlandais. Bien que nous n'ayons pas reçu d'appel de la Finlande, et ayons reçu des refus répétés, nous n'aurions pu envoyer un corps expéditionnaire sans l'autorisation de la Suède, d'autoriser le passage, nous poursuivions néanmoins nos préparatifs. Même au dernier moment, nous aurions pu envoyer un corps expéditionnaire commun britannique et français, qui aurait pu arriver longtemps avant la date fixée par la demande de la Suède, si la Suède avait permis le passage.

« Ni la Grande-Bretagne, ni la France n'ont rien à se reprocher »

L'expédition était la plus importante qui ait été envisagée, en tenant compte des difficultés de transport en Scandinavie. Je dis sans hésitation que ni la Grande-Bretagne ni la France n'ont rien à se reprocher dans leur action, tout au long de cette affaire. (Acclam.)

L'assentiment des pays scandinaves

Toutefois, dans l'élaboration des plans d'expédition, deux facteurs primordiaux devaient être pris en considération. Pour l'un, aucune expédition efficace ne pouvait partir de la Finlande, sauf en passant par la Norvège et la Suède. Par conséquent, avant son envoi, il était nécessaire d'obtenir l'assentiment des deux gouvernements. Il n'y avait pas besoin de beaucoup d'imagination pour concevoir ce qu'était l'attitude de l'Allemagne.

« Les Alliés n'ont pas manqué à leurs obligations »

C'est seulement les menaces allemandes, terrifiant les pays scandinaves, qui les amenèrent à ne pas donner l'aide qui aurait pu être donnée à la Finlande. Toute suggestion, selon laquelle les Alliés ont manqué à leurs obligations, ne peut être maintenue, fut-ce un instant, et moins que tous autres des individus de ce pays éloignés du théâtre de la guerre, doivent formuler de telles suggestions. M. Chamberlain a l'intention de traiter de l'assistance à la Finlande à deux égards : assistance en matériel et assistance en hommes. En ce qui concerne le matériel, il rappelle que l'Angleterre est en guerre. Nous avons tenu tous nos engagements envers la Finlande en matière de défense et d'attaque, aussi nécessairement toute notre stratégie a été dirigée vers notre principal objectif. Toutes les demandes d'aide de matériel de guerre, venant par conséquent être mises dans la balance, en regard de notre propre besoin. Ceci s'applique à la Finlande autant qu'à l'importance quel pays nous aurions pu que fut notre désir de donner à la Finlande tout ce que nous pouvions. Ceci n'était pas, nécessairement, l'unique corps qui aurait été envoyé. Les questions de détail nous ont été traitées à la lumière de l'évolution de la lutte. Nous informâmes les Finlandais de ces plans, au cours de la seconde moitié de février, et nous suggérâmes qu'ils adressent un appel public à l'aide pas plus tard qu'au 5 mars. Après quoi, nous nous proposâmes de leur fournir un aide officiel aux gouvernements de Suède et de Norvège, leur demandant de permettre le passage de l'expédition. (Acclamations.)

La responsabilité de la Suède

Nous espérons qu'à la suite de l'appel de la Finlande, les deux gouvernements intéressés ne se mettraient pas sur notre voie. Les Finlandais présentent de façon non officielle, mais le gouvernement suédois n'a pu autoriser le passage de forces armées régulières. Ce fut là, pour nous, une nouvelle très décevante. Mais, nous n'arrêtons pas nos préparatifs, en vue de l'envoi d'un corps expéditionnaire. Nous espérons que la Norvège et la Suède pourraient changer d'idée, faire face aux conséquences, et nous permettre de donner à la Finlande l'aide que nous nous étions préparés à lui donner. La première chose nécessaire était un appel du gouvernement finlandais. Nous n'aurions pu imposer notre aide aux Finlandais s'ils avaient préféré ne pas en recevoir. Au début de mars, ils nous demandèrent de leur permettre d'ajourner leur décision.

Les demandes de secours en « hommes »

Nous n'hésitâmes pas, reprend M. Chamberlain, même à nos propres risques, à satisfaire les besoins de la Finlande dans toute la mesure possible. Toutefois, il ne faut pas se laisser aller à l'illusion que le matériel nécessaire pour l'expédition puisse être obtenu par la Finlande elle-même.

Le grand jeu de Hitler

Ayant demandé à M. Mussolini de présenter des propositions de paix, il s'efforcera de gagner à sa façon de voir le plus grand nombre possible de concours

Le voyage-éclair

A défaut de guerre-éclair, Hitler fait des voyages fulgurants... Voyons un peu, en l'absence d'informations substantielles touchant l'entretien des deux dictateurs, le détail du voyage qu'ils ont entrepris simultanément, et qui les a conduits à se rencontrer sur cette frontière du Brenner, où M. Mussolini déclara, jadis, du temps de l'Autriche, vouloir monter une garde vigilante. Peut-être cela nous permettra-t-il de discerner quelques-uns au moins des intentions des hommes en cause, si nous nous efforçons, derrière les parades, derrière le décor, de distinguer ce qui a pu se tramer dans le wagon-salon du « Duce », ce qui a pu se tramer contre nous.

Le sollicité récalcitrant

Première question : Est-il exact que Hitler désirait depuis longtemps rencontrer Mussolini ? Il se peut, ce qui semble à peu près certain, c'est que, l'ayant appelé à Berlin vers l'automne dernier, il a paru assez déçu de voir arriver, en son lieu et place son gendre, le comte Ciano. Est-il exact encore que le « Duce » sollicite d'Hitler, s'es refusant derrière des prétextes, un mot, dérobé aux invités du « Führer » ?

« Ce sont des choses que l'on connaît vraisemblablement quelque jour, mais qu'il faut renoncer, pour l'instant, à discuter. »

« Ce sont des choses que l'on connaît vraisemblablement quelque jour, mais qu'il faut renoncer, pour l'instant, à discuter. »

« Ce que l'on dit et ce que l'on pense »

Ce que l'on dit et ce que l'on pense de l'entrevue se peut très brièvement résumer... sous la neige, Mussolini arrive des soldats en revue... Arrive Hitler... deux heures de conversation à deux ou quatre... puis, chacun rentre chez soi... Sans parler de ce que nous avons omis de mentionner que Mussolini était vêtu de l'uniforme noir du parti fasciste et Hitler de l'uniforme fédéral, nous croyons n'avoir rien oublié de ce que les agences d'information ont publié concernant la journée d'Hitler sur le Brenner. Dès lors, comment se fait-il qu'à Amsterdam, à Genève, à Londres, à Paris, ailleurs également, on parle d'une offensive de paix grandiose, celle-ci dont les deux dictateurs auraient ensemble arrêté les dispositions ?

Hitler a cru voir « l'occasion »

Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour le comprendre : il n'est pas indispensable de réfléchir longtemps pour être édifié. Nous assistons, en ce moment, à la période culminante de l'« offensive de paix » que Hitler, dès les premiers jours de la guerre, mit en œuvre, et que nous avons vu abandonner, mais qui reprend chaque fois qu'il croit l'occasion venue.

« L'occasion »

« L'occasion » — le mot est-il le bon ; ne faudrait-il pas, dans quelque temps, lui en substituer un autre ? N'imaginez pas, pour l'instant, tenons-nous-en à l'occasion, disons-nous, le chancelier allemand a cru la voir dans le voyage de M. Sumner Welles en Europe. C'est tellement vrai que l'envoyé extraordinaire du président Roosevelt à l'égard de M. Mussolini, lequel s'était porté à la rencontre de Hitler.

Un « coup » monté

L'objectif que le chancelier allemand s'était assigné est clair. Il voudrait conférer à ses propositions de paix — car c'est lui qui en sera le seul

« La grosse affaire »

Il est bien évident que le dessin que l'on prête à Mussolini de se faire le porte-parole du chancelier allemand constitue, en ce moment, ce que l'on nomme la « grosse affaire ». C'est de cela qu'il se agit surtout occupés les groupes politiques de la Chambre, réunie, ce matin.

« Une affaire de faux testament AUX ASSISES DE LA HAUTE-LOIRE »

Les circonstances atténuantes ont été accordées à Jouve, Desbassols et à la femme Ramousse. La Cour condamne Jouve à 3 ans de prison et 100 francs d'amende ; Desbassols à trois ans de prison et 100 francs d'amende ; Ramousse Marie à un an de prison. Rocha est acquitté. En ce qui concerne Jouve et la femme Ramousse, la Cour accorde la sursis pour la prison seulement. La session est close.

« Une affaire de faux testament AUX ASSISES DE LA HAUTE-LOIRE »

Les circonstances atténuantes ont été accordées à Jouve, Desbassols et à la femme Ramousse. La Cour condamne Jouve à 3 ans de prison et 100 francs d'amende ; Desbassols à trois ans de prison et 100 francs d'amende ; Ramousse Marie à un an de prison. Rocha est acquitté. En ce qui concerne Jouve et la femme Ramousse, la Cour accorde la sursis pour la prison seulement. La session est close.

« Une affaire de faux testament AUX ASSISES DE LA HAUTE-LOIRE »

Les circonstances atténuantes ont été accordées à Jouve, Desbassols et à la femme Ramousse. La Cour condamne Jouve à 3 ans de prison et 100 francs d'amende ; Desbassols à trois ans de prison et 100 francs d'amende ; Ramousse Marie à un an de prison. Rocha est acquitté. En ce qui concerne Jouve et la femme Ramousse, la Cour accorde la sursis pour la prison seulement. La session est close.

« Une affaire de faux testament AUX ASSISES DE LA HAUTE-LOIRE »

Les circonstances atténuantes ont été accordées à Jouve, Desbassols et à la femme Ramousse. La Cour condamne Jouve à 3 ans de prison et 100 francs d'amende ; Desbassols à trois ans de prison et 100 francs d'amende ; Ramousse Marie à un an de prison. Rocha est acquitté. En ce qui concerne Jouve et la femme Ramousse, la Cour accorde la sursis pour la prison seulement. La session est close.

« Une affaire de faux testament AUX ASSISES DE LA HAUTE-LOIRE »

Les circonstances atténuantes ont été accordées à Jouve, Desbassols et à la femme Ramousse. La Cour condamne Jouve à 3 ans de prison et 100 francs d'amende ; Desbassols à trois ans de prison et 100 francs d'amende ; Ramousse Marie à un an de prison. Rocha est acquitté. En ce qui concerne Jouve et la femme Ramousse, la Cour accorde la sursis pour la prison seulement. La session est close.

« Une affaire de faux testament AUX ASSISES DE LA HAUTE-LOIRE »

Les circonstances atténuantes ont été accordées à Jouve, Desbassols et à la femme Ramousse. La Cour condamne Jouve à 3 ans de prison et 100 francs d'amende ; Desbassols à trois ans de prison et 100 francs d'amende ; Ramousse Marie à un an de prison. Rocha est acquitté. En ce qui concerne Jouve et la femme Ramousse, la Cour accorde la sursis pour la prison seulement. La session est close.

« Une affaire de faux testament AUX ASSISES DE LA HAUTE-LOIRE »

Les circonstances atténuantes ont été accordées à Jouve, Desbassols et à la femme Ramousse. La Cour condamne Jouve à 3 ans de prison et 100 francs d'amende ; Desbassols à trois ans de prison et 100 francs d'amende ; Ramousse Marie à un an de prison. Rocha est acquitté. En ce qui concerne Jouve et la femme Ramousse, la Cour accorde la sursis pour la prison seulement. La session est close.

Impressionner de « La Tribune » 10, pl. Jean-Jaures, St-Etienne. Le Gérant : A. CARROT.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.